



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1414 - 20 juillet 1989 - 3F

D 1414 CUBA: L'EFFET OCHOA

L'arrestation du général Arnaldo Ochoa "pour actes de corruption graves et usage malhonnête de ressources économiques" a provoqué un choc évident dans le monde politique et la société civile de Cuba. Vétéran de la lutte contre Batista, de la guerre de l'Ogaden en Ethiopie, de la coopération cubaine au Nicaragua et du corps expéditionnaire de Cuba en Angola, le général Ochoa était un élément important de l'"establishment" révolutionnaire. Son passage devant un "tribunal d'honneur" militaire puis sa comparution en justice ont coïncidé avec les événements de Pékin (cf. DIAL D 1411). Avec lui sont passibles de la peine de mort six autres officiers; et de peines d'emprisonnement, sept officiers dont un général. Parallèlement le Conseil d'Etat démettait de ses fonctions Diocles Torralbas, ministre des transports et vice-président du comité exécutif du Conseil des ministres.

L'affaire ne peut que contribuer à raidir le pouvoir politique à l'heure où les ébranlements du monde communiste en URSS, Pologne, Hongrie et Chine révèlent les fragilités et impasses du système. C'est dans ce sens qu'il faut lire le long éditorial reproduit dans l'édition internationale de *Granma* du 25 juin 1989, dont nous sautons les trois premiers paragraphes.

Note DIAL

Editorial

UNE VÉRITABLE RÉVOLUTION N'ADMETTRA JAMAIS L'IMPUNITÉ

(Intertitres de DIAL)

(...)

Bien qu'il s'agisse de conduites et de problèmes nettement différents, un certain nombre de personnes sérieusement impliquées étaient liées à la fois à Diocles et à Ochoa.

(Une décomposition morale)

Le cas de ce dernier est beaucoup plus grave et complexe. Etant donné les missions importantes qui lui avaient été confiées dans la collaboration militaire au Nicaragua puis en Angola, depuis 1983 Ochoa résidait à l'étranger, sauf pour de brèves périodes de travail à Cuba. Ses missions impliquaient qu'il entre et sorte fréquemment du pays. Son séjour prolongé à l'étranger, son rang militaire, son prestige, ses déplacements constants, ses hautes responsabilités et la confiance qui avait été déposée en lui lui ont permis de masquer le processus de décomposition morale qui s'était installé peu à peu en lui ainsi que les délits qu'il commettait.

Très influent, il est parvenu à corrompre des officiers qui travaillaient directement avec lui et qu'il a utilisés dans ses activités illicites. Ceux-ci, loin d'en informer les instances supérieures, se sont faits ses complices.

D 1414-1/3

Son rang, son influence et son travail l'avaient mis en relations étroites avec un groupe d'officiers du ministère de l'intérieur, proches de lui par le caractère, dont certains étaient investis de fonctions importantes et étaient de toute évidence tombés comme lui dans un processus de franche décomposition morale.

La tendance d'Ochoa à s'occuper de questions étrangères à sa mission militaire, qu'il justifiait systématiquement en alléguant qu'il fallait promouvoir des opérations commerciales pour obtenir des ressources aidant le pays à s'acquitter de ses engagements internationalistes, a motivé de nombreux rappels à l'ordre et critiques de la part du ministre des Forces armées révolutionnaires.

Bien qu'on n'ait à aucun moment douté de sa capacité militaire, compte tenu de son expérience et de sa préparation, le haut commandement de nos forces armées, désireux d'assurer à cent pour cent le succès des opérations de nos troupes en Angola, a confié au général Leopoldo Cintras Frias le commandement du Front sud, où avait lieu réellement la guerre et où se concentrait le gros du personnel, les tanks, l'artillerie, les moyens antiaériens et l'aviation de combat. Pour sa part, l'état-major des Forces armées révolutionnaires a suivi jour après jour et heure après heure, en contact étroit avec le commandement angolais et la direction de nos troupes du Sud, le cours des événements et chacune des décisions importantes à prendre.

En réalité, Ochoa s'occupait essentiellement d'autres tâches de la mission militaire en Angola. Ainsi, sa préoccupation obsessionnelle pour les questions économiques, dont on lui avait fait reproche à plusieurs reprises, ne pouvait exercer absolument aucune influence sur les événements militaires.

Dès la signature du traité de paix, il a reçu l'ordre de revenir à Cuba, le général de division Leopoldo Cintras étant chargé de la tâche complexe et ardue d'exécuter les accords pour la partie cubaine et d'assurer le retrait progressif et graduel de nos troupes.

Comme les imputations jusqu'alors connues ne l'empêchaient pas d'assumer d'importantes fonctions au sein des Forces armées révolutionnaires, Ochoa avait été proposé pour le commandement de l'Armée occidentale.

(De la trahison morale à la trahison politique)

Toutefois, des rumeurs et des éléments d'informations arrivés par des voies différentes, concernant de graves irrégularités morales dans la conduite d'Ochoa et même la possibilité de détournements de fonds, ont déterminé que la décision de sa nomination soit remise à plus tard et que ses informations soient soumises à des vérifications rigoureuses mais discrètes. En cas de confirmation, il y avait lieu de redouter une désertion, comme ce fut le cas d'autres individus dont l'éthique et les principes, qui sont le fondement de toute conduite véritablement révolutionnaire, sont soumis à une détérioration totale.

On a épuisé, mais en vain, jusqu'à la possibilité qu'Ochoa lui-même explique certains aspects de sa conduite dans des discussions franches et ouvertes. On ne pouvait pas encore soupçonner l'ampleur de ses délits. Mais les résultats préliminaires de la vérification ont fourni des indices suffisants pour prendre la décision énergique, mais douloureuse, de l'arrêter et d'en informer tout le peuple, qui a reçu la nouvelle avec une surprise et une amertume justifiées. La gravité des faits impliquait inévitablement de procéder à une enquête exhaustive, de le soumettre à un Tribunal d'honneur correspondant à son grade et aux normes des Forces armées révolutionnaires et de prendre toutes les mesures légales pertinentes.

Nous devons indiquer qu'à aucun moment n'est apparu le moindre indice prouvant qu'Arnaldo Ochoa et le petit groupe de personnes du ministère des forces armées et du ministère de l'intérieur qui ont été ses complices aient été impliqués dans des activités

politiques ou des actes de trahison à la Révolution. Leur trahison fut autre et bien plus grave: contre la morale, les principes, les lois et le prestige de notre Révolution, de nos glorieuses et héroïques Forces armées révolutionnaires et des combattants du ministère de l'intérieur. Ce type de trahison conduit toujours, tôt ou tard, à la trahison politique.

Au cours des enquêtes, de nombreux éléments de jugement se sont accumulés pour faire la lumière sur les faits. Il ne serait pas convenable de les publier en détail avant que l'enquête soit clôturée et que le Tribunal d'honneur qui doit analyser la conduite d'Ochoa et déterminer les actions légales à entreprendre en ait été saisi.

(Détournement de devises et trafic de drogue)

Indépendamment des graves délits d'ordre moral, de dissolution et de corruption d'Ochoa qui ne relèvent pas vraiment des tribunaux de justice, les faits qui lui sont imputés mettent en cause, à grands traits, sa responsabilité dans la corruption d'officiers subordonnés et ainsi conduits à des actes délictueux: le détournement, l'appropriation, la malversation, le gaspillage et l'usage à de mauvaises fins de devises, et la soif démesurée de fonds et de gestion financière. En outre, chose beaucoup plus grave et sans précédent dans l'histoire de la révolution, Ochoa et certains fonctionnaires du ministère de l'Intérieur en rapport avec lui ont eu des contacts avec des trafiquants internationaux de drogues, ont conclu des accords et ont tenté, et peut-être même avec succès, de coopérer à certaines opérations de trafic de drogues à proximité de notre territoire.

Les recherches sont à présent axées sur cette question extrêmement sérieuse, qui peut avoir été à la base des insidieuses campagnes de l'impérialisme contre la Révolution cubaine. L'opinion publique nationale et internationale sera largement informée des résultats.

Des personnes du ministère des forces armées ayant pris part à des actes de ce genre ou d'un autre ou à plusieurs ont été arrêtées; il s'agit, par ordre de degré d'implication de: Jorge Martinez Valdés, capitaine, et Antonio Rodriguez Estupiñan, colonel, tous deux aides d'Ochoa. Les principaux membres du ministère de l'intérieur impliqués sont: Patricio de la Guardia Font, général de brigade, Antonio de la Guardia Font, colonel; Alexis Lago Arocha, lieutenant-colonel et Amado Padrón Trujillo, major, qui sont également arrêtés.

(Effarant et amer)

Si effarant et amer que ce soit pour notre peuple, ces faits doivent servir à démontrer que si des maux graves peuvent surgir chez des personnes aussi bien sur le plan moral que sur le plan physique, personne, absolument personne ne peut dans notre patrie violer impunément les principes et les lois de la Révolution, si méritant et haut placé soit-il.

Il peut s'en trouver qui violent ces principes et ces lois, mais le poids inexorable de la justice révolutionnaire s'abattra sur eux.

Une véritable Révolution n'admettra jamais l'impunité.